

D

Les conseils de développement, une force pour le grand débat

Dans nombre de territoires, les élus locaux ont organisé des réunions d'initiative locale dans le cadre du grand débat, au cours de ces derniers mois. L'animation de ces assemblées a été confiée dans de nombreux lieux aux membres bénévoles des conseils de développement, instances consultatives à l'échelle des intercommunalités ou des territoires de projet. Certains conseils de développement ont également pris l'initiative de mettre en place des temps de débat, avec leurs partenaires.

Ils ont assuré cette mission délicate dans toute la France, de façon remarquée localement, de Nantes à Nancy, en passant par Tours, Bordeaux, Brest, Saint-Marcellin, Sucé-sur-Erdre, Bouxières-aux-Chênes... Ils ont proposé des méthodes d'animation de débats déjà testées en interne, garantes des principes de neutralité, d'écoute mutuelle et de respect de la pluralité des points de vue. Par exemple, à Bordeaux, une équipe de membres bénévoles du conseil de développement a expérimenté des procédés pour rendre le débat plus vivant, tels que remplacer les applaudissements par des cartons verts, jaunes et orange, alterner les temps de parole entre femmes et hommes, collecter des contributions écrites et proposer une synthèse toutes les demi-heures.

Au-delà des thématiques et du calendrier du grand débat national, les conseils de

développement ont repéré parmi les participants une envie d'être mieux informés et consultés sur les enjeux qui les concernent directement dans leur vie quotidienne. Et également du côté des élus locaux, une envie de poursuivre la dynamique engagée.

A l'heure où se développe un véritable effet de mode autour de la participation citoyenne, les instances consultatives telles que les conseils de développement sont encore insuffisamment sollicitées. Et faire table rase de l'existant au profit de solutions «tendance», telles que les plateformes numériques ou les assemblées éphémères de citoyens tirés au sort, sont des recours peu susceptibles de suffire pour réussir la transition démocratique.

La Coordination nationale des conseils de développement (CNCD), sur la base de ses vingt ans d'expérience, propose de mobiliser l'ensemble des forces vives dans les territoires sur le temps long, en s'appuyant sur ces milliers de citoyens engagés, ouverts et responsables. La démarche est appelée à s'articuler avec les initiatives et les dispositifs territoriaux (conseils citoyens, budget participatif, conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux...).

La CNCD renouvelle son appel, auprès de l'Etat et des associations d'élus territoriaux, à travailler ensemble pour mobiliser plus largement les conseils de développement, et pour rechercher conjointement les pistes d'action propres à faire progresser la contribution de ces instances au renouvellement démocratique dans les territoires. ●



YVES LONDECHAMP,
coprésident de la
Coordination nationale des conseils de développement (1)



DOMINIQUE VALCK,
coprésident de la
Coordination nationale des conseils de développement (2)

(1) Vice-président du conseil de développement de Saint-Quentin-en-Yvelines.

(2) Président du conseil de développement durable de la métropole du Grand Nancy, coprésident de la conférence régionale des conseils de développement du Grand Est.